



HAL
open science

ASPECTS ECONOMIQUES DE LA MILITARISATION ET DE LA DEMILITARISATION DANS L'HEMISPHERE SUD

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. ASPECTS ECONOMIQUES DE LA MILITARISATION ET DE LA DEMILITARISATION DANS L'HEMISPHERE SUD. Géopolitique et géostratégie dans l'Hémisphère Sud, Centre d'Etudes et de recherches en Relations internationales et géopolitiques de l'Océan Indien (CERIGOI), May 1990, Saint Denis de la Réunion, France. hal-02490043

HAL Id: hal-02490043

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02490043>

Submitted on 24 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ASPECTS ECONOMIQUES DE LA MILITARISATION ET DE LA DEMILITARISATION

DANS L'HEMISPHERE SUD

Pierre Maurice & Olivier Gohin (sous la direction)

CEROGOI

Centre d'Etudes et de recherches en Relations Internationales et géopolitiques de l'Océan Indien

Fontanel, J. (1991), "Aspects économiques de la militarisation et de la démilitarisation dans l'Hémisphère Sud", Rapport du Colloque de Saint Denis de la Réunion, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Saint Denis de la Réunion, 1991 (24 pages).

Géopolitique et géostratégie dans l'Hémisphère Sud

Actes du colloque international

Saint-Denis de la Réunion

29-30-31 Mai 1990

Université de la Réunion

Résumé : L'hémisphère Sud est une zone stratégique importante, souvent apparentée au secteur maritime, dans laquelle la France joue occupe une place particulière avec ses installations nucléaires. Les dépenses militaires de la zone sont nettement moins élevées que dans l'hémisphère Nord, caractérisées par des importations importantes d'armes, et le rôle important exercé par le Brésil et l'Argentine en matière de production d'armes et du poids exercé par le secteur militaire dans la vie politique. Il existe une militarisation des sociétés d'Amérique latine, malgré le processus de dénucléarisation militaire. En termes économiques et politiques, le Sud subit une dépendance importante exercée par les pays du Nord.

The southern hemisphere is an important strategic area, often related to the maritime sector, in which France plays a special role with its nuclear installations. Military spending in the area is significantly lower than in the northern hemisphere, characterized by significant arms imports, and the important role played by Brazil and Argentina in the production of arms and the weight exerted by the military sector in political life. There is a militarization of Latin American societies, despite the process of military denuclearization. In economic and political terms, the South is heavily dependent on the countries of the North.

Géopolitique, géostratégie, militarisme, industries d'armement, armements, ventes d'armes, hemisphere Sud, dependence, effets de domination

Geopolitics, geostrategy, militarism, arms industries, armaments, arms sales, southern hemisphere, dependence, dominance effects

ASPECTS ECONOMIQUES DE LA MILITARISATION ET DE LA DEMILITARISATION DANS L'HEMISPHERE SUD

Les concepts de militarisme et de militarisation font l'objet de débats intéressants desquels il ressort que leur emploi est étroitement lié à la place de l'armée dans la nation, à l'importance du secteur bureaucratique-industriel militaire dans l'économie nationale, et à l'influence des objectifs de défense militaire dans la politique gouvernementale. Il n'est pas nécessaire d'entrer plus en détail dans ces débats¹. Nous retiendrons donc une définition souple, qui permet d'aborder la question de la militarisation dans l'hémisphère Sud.

La militarisation de l'économie est sommairement définie comme une attitude sociale particulière par laquelle la guerre, la menace de guerre ou la préparation à la guerre constituent une préoccupation collective majeure, impliquant un degré substantiel de légitimité, une influence politique importante du secteur militaire dans les décisions gouvernementales et une allocation significative des ressources nationales aux contraintes de la défense nationale. La militarisation prend en compte les dimensions sociologiques, politiques, économiques et sociales de la production, de la vente et de l'utilisation des armes.

L'analyse stratégique de l'hémisphère Sud n'est pas toujours très évidente, car elle recouvre cinq grands secteurs géographiques, certes souvent imbriqués, mais disposant d'une autonomie certaine :

- l'Afrique sub-saharienne, avec son sous-développement chronique, ses séquelles coloniales, ses allégeances et sa pauvreté, ses conflits internes et raciaux et son faible rayonnement sur les océans qui l'entourent (Atlantique et Indien) ;
- l'Amérique du Sud, avec ses blocages de développement, ses fortes inégalités, ses sous-impérialismes, ses liens nécessaires et conflictuels avec les Etats-Unis et ses vieux démons anti-démocratiques ;
- le Pacifique Sud, avec son hétérogénéité économique allant de l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pays développés, à l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle Guinée, pays en voie de développement, et avec ses menaces d'agression globalement limitées, dans une région partagée entre deux Etats riches, aux potentiels économiques considérables, et deux pays pauvres, l'un fortement peuplé et ambitieux, l'autre peu peuplé et politiquement faible ;

¹. FONTANEL Jacques : "Le militarisme dans la société occidentale". Non Violence Politique, Juillet-Août 1983. SMITH R.P. : "Aspects of Militarism". Capital and Class, Spring, 1983. KALDOR M. : "The Baroque Arsenal". Hill & Wang, 1981. FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". Collection Repères, Edition La Découverte, Paris, 1984.

— les multiples petites îles mélanésiennes et polynésiennes, mal développées ou dépendantes des grandes puissances, largement restées en marge de l'histoire universelle, démunies de matières premières et trop peu peuplées ;
— et enfin l'Antarctique, terre glacée dont il se dit toujours qu'elle pourrait recéler un intérêt stratégique dont les contours et le contenu restent encore bien flous.

L'hémisphère Sud est une zone stratégique intéressante, qui s'apparente à celle des océans. Il a souvent été affirmé qu'il était susceptible de devenir de plus en plus important dans le fonctionnement de l'ensemble du monde, mais les nouveaux événements européens devraient logiquement réduire l'intérêt que les pays développés occidentaux manifestaient à l'égard de cette région, au début du troisième quart de ce siècle.

D'un point de vue strictement militaire, la France occupe une place très particulière. Elle n'est pas particulièrement aimée dans cette région, du fait de ses essais nucléaires à Mururoa et du maintien de sa domination sur la Nouvelle Calédonie¹. Il est vrai que les territoires d'outre-mer de la France lui permettent de contrôler près de 2 millions de kilomètres carrés autour de la Nouvelle Calédonie, près de 5 millions de kilomètres carrés autour de la Polynésie française et près de 600 000 kilomètres carrés avec ses autres territoires (Ile de la Réunion, Mayotte, Wallis et Futuna). La France est alors une grande puissance régionale, qui ne peut pas avoir que des amis.

De nombreuses îles demandent leur libre association avec les Etats-Unis (archipel Marshall, par exemple), malgré le mépris dans lequel le gouvernement américain les avaient traités avec les expériences de Bikini et Rongelap. Depuis quelques années, on assiste à une intrusion de plus en plus marquée des Soviétiques, au développement des relations avec l'Empire du Levant et au retour de la puissance maritime chinoise. Les relations entre les grandes puissances et les pays de la zone restent d'abord des relations de domination, dans lesquelles le militaire joue un rôle non négligeable, qui se limite cependant souvent à la politique du "au cas où" ou à celle du prolongement des bases militaires. Dans ces conditions, l'hémisphère Sud n'est pas vraiment au centre des préoccupations des Etats disposant de l'arme nucléaire. Les conflits du Moyen-Orient et les événements de l'Europe de l'Est devraient continuer, au moins jusqu'à la fin de ce siècle, à dominer les réflexions géostratégiques et, plus prosaïquement, la scène internationale.

Pourtant, depuis une bonne décennie, les critiques à l'encontre de cette forme d'impérialisme ne manquent pas dans les pays intéressés, généralement

¹. Encore que, depuis l'accord du gouvernement français avec le FLNKS et le référendum qui a suivi, cette question n'est plus aussi souvent évoquée par les grandes puissances régionales notamment, qui hésitent, à défaut d'en être maîtres, à laisser ces territoires en proie à des convoitises susceptibles de remettre en cause leur propre sécurité. Cf. Jacques FONTANEL & Frank FEUILHADE : "Rapport sur les essais nucléaires en Polynésie". International Physicians for the Prevention of Nuclear War, in Médecine et Guerre Nucléaire, fin 1990.

inspirés par des raisons économiques ou environnementales. L'Australie n'a toujours pas digéré l'attitude du gouvernement américain qui vend du blé subventionné à l'URSS et à la Chine populaire, deux de ses marchés traditionnels. L'ANZUS (USA, Australie, Nouvelle Zélande), même si son contenu restait vague, est fortement contestée depuis que la Nouvelle-Zélande a refusé de recevoir un bâtiment de guerre américain qui ne souhaitait pas révéler s'il possédait ou non des armes nucléaires. La politique antinucléaire de David Lange a déclenché une crise grave dans les relations entre la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis. Les Etats insulaires du Pacifique Sud sont divisés sur cette question, Tuvalu, Salomon et le Vanuatu soutenant pour leur part une zone totalement dénucléarisée. L'attitude du gouvernement néo-zélandais a eu pour conséquence d'obliger l'Australie et la Nouvelle Zélande à accroître leur effort économique de défense, dans une zone où les menaces restent réduites. Ces deux pays sont de véritables puissances régionales. L'Australie exerce une puissante tutelle économique (plus du tiers du budget de l'Etat Papou), politique et militaire sur la Papouasie-Nouvelle Guinée. Sa seule réelle inquiétude, c'est la croissance démographique de l'Indonésie, avec laquelle elle entretient des rapports ambigus, qui risquent de déboucher, à terme, sur des situations conflictuelles. Notons enfin que dans le Pacifique Sud les installations américaines sont à peu près inexistantes.

En Amérique Latine, les années 1970 ont été celles d'une progressive démilitarisation et d'une démocratisation des régimes de dictature militaire. Evidemment, les événements n'ont pas eu le caractère spectaculaire des mouvements sociaux des pays d'Europe de l'Est ; ils n'en ont pas moins été annonciateurs de l'évolution du monde vers une société de moins en moins diversifiée, dans laquelle les hommes semblent souhaiter et suivre des besoins et des objectifs de plus en plus homogènes. Au fond, le développement économique n'est pas concevable sans démocratisation de la société, sans amélioration de *l'entitlement* cher à Amartya Sen¹. Quant à l'Afrique, elle reste engoncée dans ses contradictions, dans son immobilisme économique et dans ses fameuses plaies que sont la corruption, l'autocratie et la violence quotidienne comme instruments d'action.

Dans ces conditions, la militarisation des sociétés s'avère particulièrement aisée, pour peu que les menaces extérieures soient volontairement ou involontairement définies par les groupes qui souhaitent détenir le pouvoir par la force.

Pour Ron Smith, le militarisme implique la prise en compte :

- 1) du niveau des dépenses militaires,
- 2) de la militarisation des relations sociales intérieures,

¹. SEN Amartya : " Public Action and the Quality of Life in Developing Countries". Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 43, pp.287-319, 1981. "Poverty and Famines". Clarendon Press, Oxford, 1981. DEGER Saadet & SEN Somnath : "Defence, Entitlement and Development", in Deger and West "Defence, Security and Development". Frances Pinter (Publishers), London, 1987.

- 3) des tendances à la guerre ou à l'utilisation de la force dans les relations internationales,
- 4) de la prolifération de l'arme nucléaire.

Cette conception est intéressante et servira de base à notre propre réflexion. La militarisation de l'hémisphère Sud peut être analysée à partir de trois indicateurs fondamentaux :

- 1) L'affectation des ressources rares dans le secteur militaire,
- 2) le rôle du secteur militaire dans le système économique des pays de la région,
- 3) la militarisation de la société elle-même.

1) L'AFFECTION DES RESSOURCES RARES DANS LE SECTEUR MILITAIRE

L'effort de défense s'exprime dans trois domaines principaux : les dépenses militaires de l'Etat, la mise en place ou non d'une industrie nationale d'armement et l'importance des importations et des exportations des armes.

a) Les dépenses militaires

Si l'on retient les informations statistiques fournies par le *World Military Expenditures and Arms Transfers 1988* de l'USACDA, on peut constater que les dépenses militaires de l'hémisphère Sud sont relativement peu importantes par rapport à celles de l'ensemble du monde. Au total, elles ne représentent guère plus de 3 % des dépenses militaires mondiales ; autant dire que cette zone, au demeurant relativement peu habitée (moins de 20 % de la population mondiale, Indonésie et Afrique sub-saharienne comprises) semble moins concernée par la course aux armements qui s'est développée depuis la fin de la dernière guerre mondiale, principalement dans l'hémisphère Nord. On sait que les chiffres des dépenses militaires publiés par les sources internationales sont contestables, mais ils donnent malgré tout un ordre de grandeur général suffisant pour une bonne perception de la militarisation de la région.

Evidemment, quelques pays ont fait ou font encore des efforts militaires importants pour faire face à des dangers immédiats :

- l'Argentine, au moment de la guerre des Malouines,
- le Zimbabwe et le Mozambique, pour des raisons de frontières et de situations politiques spécifiques,
- le Pérou pour ses problèmes internes (notamment le conflit avec le "Sentier lumineux")
- l'Afrique du Sud, pour la protection du régime soutenant l'apartheid.

A l'exception de l'Afrique du Sud qui dispose d'une situation économique particulière, fondée sur une immense richesse en ressources minérales rares, tous ces

pays ont subi une grave crise économique, aggravée par l'endettement extérieur provoqué, notamment, par les achats d'armes (Pérou et Argentine), par le fardeau excessif représenté par l'effort de défense nationale dans une situation économique précaire (Zimbabwe), et par le coût financier des conflits (Argentine).

Notons enfin que l'Australie est amenée à développer son effort militaire, pour des raisons qui tiennent à la fois au souhait de Washington de mieux partager le fardeau collectif de la défense et à la situation particulière de la Nouvelle-Zélande qui, dans son action anti-nucléaire, remet en question des principes de défense commune, en liaison avec les Etats-Unis. La militarisation de l'hémisphère Sud est incontestablement moins avancée qu'elle ne l'est dans l'hémisphère Nord, si l'on s'en tient aux chiffres des dépenses militaires, et même si on relie ceux-ci aux richesses créées annuellement (Tableau n° 1).

Tableau n° 1 - Les dépenses militaires des principaux pays de l'hémisphère Sud

| Pays | Dépenses militaires/ PNB (en %) | | | Dépenses militaires du pays/ Dépense militaire mondiale (en %) | | |
|------------------------|---------------------------------------|------|------|--|------|------|
| | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 |
| Années | | | | | | |
| Argentine | 3,2 | 6,5 | 1,4 | 0,32 | 0,48 | 0,11 |
| Australie | 2,3 | 2,4 | 2,5 | 0,42 | 0,43 | 0,49 |
| Brésil | 1,0 | 1,0 | 0,8 | 0,24 | 0,24 | 0,22 |
| Chili | 4,0 | 4,2 | 4,0 | 0,07 | 0,07 | 0,07 |
| Indonésie | 3,3 | 3,2 | 2,1 | 0,16 | 0,18 | 0,13 |
| Madagascar | 2,7 | 3,0 | 2,4 | 0,01 | 0,01 | 0,00 |
| Mozambique | 3,7 | 7,0 | 8,4 | 0,01 | 0,01 | 0,01 |
| Nouvelle Zélande | 1,8 | 2,3 | 2,2 | 0,07 | 0,08 | 0,08 |
| Nigéria | 3,5 | 1,8 | 0,8 | 0,11 | 0,05 | 0,02 |
| Papouasie N. Guinée | 2,8 | 3,1 | 3,6 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Pérou | 16,0 | 18,2 | 20,7 | 0,29 | 0,20 | 0,22 |
| Afrique du Sud | 17,7 | 12,7 | 14,7 | 0,40 | 0,28 | 0,34 |
| Tanzanie | 3,2 | 4,0 | 3,0 | 0,01 | 0,01 | 0,01 |
| Uruguay | 2,9 | 2,9 | 3,0 | 0,02 | 0,03 | 0,02 |
| Vénézuéla | 1,6 | 1,7 | 3,6 | 0,08 | 0,07 | 0,12 |
| Zimbabwe | 6,3 | 6,5 | 5,0 | 0,03 | 0,03 | 0,03 |
| Monde | 6,1 | 6,0 | 5,8 | 100 | 100 | 100 |
| Afrique | 4,7 | 5,1 | 4,3 | 1,63 | 1,53 | 1,41 |
| Amérique Latine | 2,0 | 2,6 | 2,0 | 1,53 | 1,90 | 1,50 |
| Océanie | 2,2 | 2,4 | 2,5 | 0,05 | 0,05 | 0,06 |

Globalement, sauf pour les pays en conflit, les dépenses militaires ont eu tendance à diminuer depuis 1982. Cette évolution a été indirectement la cause de la

crise économique due, notamment, au rapide déclin des ressources d'exportation et à l'accroissement de l'endettement externe. Pour l'Amérique Latine, il est probable que le processus de démocratisation encore fragile qui est apparu depuis le début des années 1980, caractérisé notamment par le nouvel établissement de pouvoirs civils élus, a joué un rôle non négligeable dans ce début de démilitarisation apparente. Cependant, la recherche d'une industrialisation fondée partiellement sur les productions d'armes est dangereuse à terme. Notamment, dans une situation de marasme du marché d'exportation, l'existence d'importantes firmes d'armement en rupture de ventes conduit les Etats à accroître leurs propres dépenses en matériels afin de réduire, au moins partiellement, les graves difficultés économiques régionales, sectorielles, voire nationales que rencontre l'industrie des équipements militaires. L'accumulation d'armement peut faciliter le conflit, surtout si des considérations économiques sont en jeu¹.

b) Importations ou exportations d'armes

A l'exception des grands pays développés, il est difficile d'envisager une production nationale d'armes qui ne s'accompagne pas, dès l'origine, d'une volonté d'exportation. Dans ces conditions, les choix doivent s'effectuer entre l'importation et l'exportation, les deux activités ayant leurs propres contraintes et provoquant des effets de dépendance plus ou moins contraignants². Soulignons avec force, car cela est trop souvent omis dans les études économiques, que certaines activités exportatrices s'avèrent paupérisantes; que les consommations intermédiaires des produits concernés peuvent produire des effets pervers suffisamment graves pour l'ensemble de la vie économique nationale et qu'il est toujours possible, dans un marché déprimé, de vendre à perte, sans que le citoyen n'en soit vraiment informé. Les importations d'armes des pays de l'hémisphère Sud ont été relativement importantes. Globalement, selon les critères que nous avons retenus, elles représentaient 6 à 7 milliards de dollars en 1987, soit 12 à 15 % des échanges internationaux portant sur l'armement. Ces importations évoluent de pays à pays de manière hétérogène, et si l'Australie et le Pérou ont fait un effort particulier en 1987, cela n'a pas été le cas d'autres pays comme l'Argentine, le Chili ou le Vénézuéla, qui ont réduit drastiquement leurs achats d'armes à l'étranger. Notons que, du fait de l'embargo à l'égard du pays de l'apartheid, l'Afrique du Sud n'est pratiquement plus un client sur ce marché, au moins officiellement; il existe en effet des officines qui lui vendent du matériel militaire, mais les estimations de ce commerce "au noir" sont aussi fantaisistes que sont compliquées les procédures de détournement de l'embargo.

1. GOLDBLAT Jozef : "Demilitarization in the Developing World". *Journal of Peace Research*, Vol. 24, n° 1, 1987.

2. "Jacques FONTANEL & Louis PILANDON : An Empirical Analysis of French Arms Exports. What Consequences of the Crisis ?". Conference, Hambourg, Juin 1990, à paraître. SMITH, HUMM & FONTANEL : "The Economics of Exporting Arms". *Journal of Peace Research*, Vol. 2, n° 3, 1985.

En ce qui concerne les exportations, même s'il est souvent fait état du développement des industries militaires du Brésil et de l'Argentine, force est de reconnaître que les sommes engagées s'avèrent relativement faibles.

**Tableau n° 2 - Importations d'armes dans l'hémisphère Sud
(en millions de dollars constants 1987 ou en pourcentage)**

| Pays | Importations d'armes | | | % Importations armes/ Importations totales | | | % Import. armes/ PNB | | |
|-------------|----------------------|------|------|---|------|------|-------------------------|-------|------|
| | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 |
| Années | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 |
| Argentine | 70 | 341 | 30 | 1,0 | 5,4 | 0,5 | 0,09 | 0,50 | 0,08 |
| Australie | 245 | 212 | 625 | 1,0 | 0,7 | 2,1 | 0,16 | 0,13 | 0,32 |
| Brésil | 157 | 35 | 100 | 0,7 | 0,1 | 0,6 | 0,08 | 0,00 | 0,03 |
| Chili | 105 | 329 | 30 | 2,7 | 7,9 | 0,8 | 0,80 | 2,25 | 0,18 |
| Indonésie | 87 | 271 | 250 | 0,8 | 1,4 | 1,9 | 0,22 | 0,49 | 0,38 |
| Madagascar | 17 | 35 | 30 | 2,9 | 7,2 | 6,0 | 0,88 | 1,91 | 1,64 |
| Mozambique | 52 | 177 | 120 | 9,1 | 17,9 | 30 | 3,58 | 10,39 | 9,70 |
| N. Zélande | 35 | 45 | 30 | 0,6 | 0,3 | 0,4 | 0,11 | 0,14 | 0,09 |
| Nigéria | 17 | 306 | 60 | 0,1 | 1,6 | 0,8 | 0,06 | 1,22 | 0,26 |
| Papouasie | 35 | 0 | 0 | 3,1 | 0 | 0 | 1,52 | 0 | 0 |
| Pérou | 805 | 282 | 430 | 24,1 | 5,8 | 12,5 | 2,34 | 0,71 | 0,96 |
| Afrique Sud | 22 | 12 | 0 | 2,1 | 0,1 | 0 | 0,37 | 0,02 | 0 |
| Tanzanie | 105 | 82 | 110 | 8,1 | 6,2 | 11,9 | 4,32 | 3,11 | 3,89 |
| Uruguay | 35 | 24 | 0 | 2,7 | 1,8 | 0 | 0,54 | 0,37 | 0 |
| Vénézuéla | 175 | 294 | 90 | 0,9 | 1,9 | 1,0 | 0,45 | 0,77 | 0,23 |
| Zimbabwe | 17 | 106 | 80 | 1,4 | 5,5 | 6,6 | 0,45 | 2,14 | 1,40 |

Tableau n° 3 - Exportations d'armes dans l'hémisphère Sud (en millions de dollars constants 1987 ou en pourcentage)

| Pays | Exportations d'armes | | | % Exportations armes/ Exportations totales | | | % Export. armes/ PNB | | |
|-------------|----------------------|------|------|--|------|------|----------------------|------|------|
| | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 | 1977 | 1982 | 1987 |
| Années | | | | | | | | | |
| Argentine | 9 | 0 | 20 | 0,1 | 0,0 | 0,3 | 0,09 | 0,00 | 0,08 |
| Australie | 52 | 24 | 30 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,03 | 0,01 | 0,02 |
| Brésil | 140 | 794 | 600 | 0,7 | 3,3 | 2,3 | 0,07 | 0,35 | 0,21 |
| Chili | 0 | 0 | 170 | 0 | 0 | 3,3 | 0 | 0 | 1,00 |
| Indonésie | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0,04 | 0 | 0 | 0 |
| Madagascar | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mozambique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N. Zélande | 0 | 6 | 0 | 0 | 0,1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nigéria | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Papouasie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pérou | 0 | 71 | 0 | 0 | 1,6 | 0 | 0 | 0,21 | 0 |
| Afrique Sud | 192 | 24 | 80 | 1,1 | 0,1 | 0,4 | 0,31 | 0,03 | 0,10 |
| Tanzanie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Uruguay | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Vénézuéla | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Zimbabwe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Dans l'hémisphère Sud, seuls le Brésil, l'Afrique du Sud et le Chili vendent plus d'armes qu'ils n'en achètent. Pour le Brésil, les estimations des exportations d'armes ne sont pas très précises (dans le sens d'une sous-évaluation) et notamment des produits à utilisation principalement militaires sont recensés sous une dénomination civile. Il en est probablement de même pour les importations, car de nombreuses consommations intermédiaires nécessaires au secteur militaire ne sont pas directement comptabilisées dans les importations d'armement¹. Il est donc difficile de savoir si le solde est ou non réellement positif, même pour l'Afrique du Sud.

Une étude économétrique récente² a mis en évidence les variables explicatives des importations d'armes selon les zones géographiques, en testant les cinq hypothèses suivantes : les caractéristiques nationales (superficie, population, par exemple), gouvernementales (Etat militaire ou démocratie), militaires (comme les budgets de la défense), économiques (comme le degré de richesse ou le niveau de commerce) et internationales (comme les conflits internationaux dans lesquels ces

1. DRUMOND-SARAIVA José : "L'industrie d'armement brésilienne". Projet de thèse, Université de Grenoble, à paraître 1990.

2. PEARSON Frederic : "The Corrolates of Arms Importation". *Journal of Peace Research*, Vol 26, n° 2, 1989.

régions ont pu être engagées). De manière générale, les considérations militaires dominent l'explication de la détermination des importations d'armes (spécialement le niveau des dépenses militaires), ainsi que les effets d'inertie qui mettent en évidence un véritable marché, avec des clients et des vendeurs quasi-quotidiennement en négociation. D'ailleurs, les variables économiques apparaissent aussi relativement importantes. Pour les pays d'Amérique Latine, la taille du secteur militaire (et donc le processus de militarisation, indépendant de l'augmentation des dépenses militaires elles-mêmes) et les situations conflictuelles (Malouines) semblent être les variables explicatives fondamentales des importations d'armes, alors que dans les régions du Pacifique et de l'Asie de l'Est, ce sont les effets d'inertie et la naissance des industries d'armement qui semblent exercer ce rôle dominant. Pour l'Afrique, les analyses quantitatives sont moins significatives et elles soulignent une relation positive des importations d'armes avec les dépenses de personnel militaire, élément de réflexion important sur la faible substituabilité de capital au travail dans les armées africaines. Par contre, pour Kwabena Gyimah-Brempong¹, les dépenses militaires des pays africains ne sont pas susceptibles de se transmettre à la croissance économique, car les effets positifs qui sont souvent avancés sont largement compensés par la réduction des investissements qui résultent de cet effort de défense.

L'essor des industries d'armement dans les pays en voie de développement conduit aussi à une croissance des dépenses militaires qui, à long terme, est susceptible de soulever de graves difficultés de développement économique national². Cependant, cette hypothèse fait l'objet de débats que l'analyse de Looney³, a priori favorable à la mise en place d'une industrie militaire dans les pays en voie de développement, ne peut conclure, compte tenu de l'approche de statistique empirique qu'il utilise de manière exclusive et systématique⁴.

2) LE ROLE DU SECTEUR MILITAIRE DANS LE SYSTEME ECONOMIQUE

Le rôle du secteur militaire dans le système économique national fait l'objet de nombreuses analyses théoriques qui s'appliquent généralement aux pays

1. KWABENA GYIMAH-BREMPPONG : "Defense Spending and Economic Growth in Sub-Saharan Africa : an Econometric Investigation". *Journal of Peace Research*, n° 1 - 1989.

2. FONTANEL Jacques et DRUMOND-SARAIVA José : "Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde". *Etudes Polémologiques*, n° 40, Institut de Polémologie, 4ème trimestre, Paris, 1986.

3. LOONEY Robert : "Internal and External Factors in Effecting Third World Military Expenditure". *Journal of Peace Research*, Vol. 26, n° 1, February 1989..

4. FONTANEL Jacques : "The Economic Effects of Military Expenditure in Third World Countries". *Journal of Peace Research*, à paraître, 1990.

développés (Australie et Nouvelle-Zélande) ou aux pays en voie de développement (quasiment le reste de l'hémisphère Sud). Plusieurs analyses économiques portant sur l'ensemble des pays en voie de développement s'appliquent à la plupart des pays de l'hémisphère Sud, à l'exception de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et probablement l'Afrique du Sud.

a) Les principales analyses économiques

D'après les rapports des Nations Unies, la course aux armements réduit le potentiel de croissance mondiale et limite le processus de développement économique en gaspillant des ressources rares. Cette idée très populaire n'est pourtant pas toujours confirmée à court terme au moins par les analyses empiriques ou économétriques qui se sont multipliées ces dernières années. Certains économistes pensent même que l'armée est, dans certaines conditions historiques particulières, une force de développement, notamment dans sa capacité à introduire de nouvelles techniques favorables à la modernisation de l'économie et dans sa gestion de la discipline face au travail social. Or, si la formation du capital semble constituer la composante cruciale de l'industrialisation et si la maîtrise de la technologie par la formation des militaires est concevable, il n'empêche que la plupart des études empiriques confirment l'idée selon laquelle une augmentation des dépenses militaires provoque d'abord une réduction de l'investissement, par l'effet conjugué d'un effet d'éviction et de deux effets de substitution l'un sectoriel (le choix entre des activités industrielles militaires se substituant ainsi au choix d'autres activités industrielles civiles potentielles), l'autre temporel (le choix entre les préoccupations du présent et celles de l'avenir). Dans ces conditions, l'effet des dépenses militaires serait négatif à long terme pour le développement, puisque sa composante essentielle est directement affectée par la militarisation¹.

La question est analysée de manière différente lorsque l'effort militaire est accompagné d'une assistance d'un pays développé. Dans ce cas, les effets de modernisation peuvent jouer, sans que les contraintes économiques de limitation de l'investissement n'apparaissent. La fameuse étude de Benoît² selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique a été fortement contestée sur la forme (analyse économétrique) et sur le fond. Cependant, même cette relation est contestable, car il existe un écart important entre la modernisation des forces de défense et la modernisation d'une économie. Il est même fréquent qu'une concurrence se développe entre le secteur militaire et le secteur civil pour l'embauche des

1. FONTANEL Jacques & SMITH Ronald : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Revue trimestrielle de recherche et d'études stratégiques, Fondation pour les études de défense nationale, n° 4, 1985.

2. BENOIT Emile : "Growth and Defence in Developing Countries". *Economic Development and Cultural Change*, N° 2, Janvier 1978.

meilleurs cadres et, dans ces conditions, les effets d'éviction ré-apparaissent aussi fortement que ceux qui touchent d'abord la formation du capital civil.

Pour Saadet Deger et Nicole Ball, l'armement national est une cause de sous-développement, alors que pour Robert Looney¹ cette relation ne peut réellement être retenue que pour les pays non producteurs d'armement. Les résultats économétriques de ce dernier indiquent 1) que les influences politico-bureaucratiques sont plus fortes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales, 2) que les effets de substitution sont moins importants dans les pays producteurs que dans les pays seulement importateurs des armes nécessaires à leur défense et 3) que les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers-Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud. En tout état de cause, selon Ball, les dépenses militaires n'ont pas joué le rôle essentiel que d'aucuns souhaiteraient leur voir jouer a posteriori, car la production nationale des armes présente quelques avantages comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre éventuelle d'une politique d'industrialisation par tâche d'huile à partir d'investissements militaires qui, de toute façon, n'auraient pas été réalisés à des fins civiles. Cependant aucun pays du Tiers-Monde ne peut supporter une telle politique s'il ne possède pas préalablement un secteur industriel suffisamment fort et diversifié². David Whynes³ suggère même que seuls les grands pays en voie de développement, notamment le Brésil et peut-être l'Indonésie dans la zone étudiée, peuvent réellement recevoir des effets multiplicateurs suffisants de leur effort militaire pour dépasser les effets d'éviction qu'exerce indiscutablement le secteur militaire sur le secteur civil. Pour José Drumond-Saraiva⁴, l'hypothèse selon laquelle l'économie brésilienne pourrait bénéficier des effets d'entraînement engendrés par l'industrialisation militaire n'est guère plausible, car à côté d'effets conjoncturels intéressants de relance de l'activité économique, les effets de substitution et d'éviction apparaissent, à long terme, dominants.

L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou résultant d'une erreur

1. DEGER Saadet : "Military Expenditure in Third World Countries. The Economic Effects". Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986. BALL Nicole : "Security and Economy in the Third World". Princeton University Press, Princeton 1988. LOONEY Robert : "Third-World Military Expenditure and Arms Production". Mac Millan Press, Hampshire and London, 1988.

2. WULF Herbert : "Developing Countries" in The Structure of the Defense Industry" ed. Nicole Ball and Milton Lietenberg, Croom Helm, London, 1983.

3. WHYNES David : "The Economics of Third World Military Expenditure". Mac Millan, London, 1979.

4. DRUMOND-SARAIVA José : "L'industrie brésilienne d'armement", Premiers documents d'une thèse d'économie à Grenoble, à paraître fin 1990.

d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et, d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie, comme c'est souvent le cas pour l'aéronautique, l'informatique ou la construction navale. Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent une certaine sécurité et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'essor des économies d'échelle et des effets de domination

La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue¹. Cependant, trois facteurs peuvent l'infirmier :

- l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense,
- la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure) et
- le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement).

Si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut se déterminer pour une réduction de sa consommation. Si actuellement, l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude de l'Etat, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues essentiellement à la disponibilité d'informations stratégiques différentes.

En matière d'emploi, les conclusions générales ne sont pas satisfaisantes. Si l'augmentation des dépenses militaires s'applique principalement aux dépenses de personnel, il est probable que l'effet attendu peut être plutôt positif dans la lutte contre le chômage, au contraire d'une augmentation des dépenses militaires de capital. L'élargissement de la conscription est de nature à réduire, à court terme, le sous-emploi. A long terme, cette décision est de nature à réduire les potentialités de développement, notamment si des effets d'éviction apparaissent, conduisant des personnels qualifiés à abandonner provisoirement le secteur productif ; dans ces conditions, elle peut conduire à un accroissement du chômage².

1. FONTANEL Jacques et SMITH Ron : "Analyse économique des dépenses militaires", Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 1985.

2. La plupart des études faites sur cette question, prenant notamment appui sur l'histoire ou sur des monographies sur les potentiels de reconversion, soulignent en fait d'une part l'assez faible substituabilité des produits du secteur militaire vers le secteur civil, mais aussi l'importance des modifications économiques engendrées par une réduction des dépenses militaires et le développement rapide de nouveaux potentiels d'emplois. FONTANEL Jacques & SMITH Ron : "Le secteur de la défense britannique" *Economie et Humanisme*, à paraître, 1990.

L'étude récente de Harris, Kelly et Pranowo¹, fondée sur trois méthodes complémentaires (une étude horizontale spatiale mettant en relation le niveau des dépenses militaires par rapport au niveau des autres dépenses publiques dans une année pour plusieurs pays, une analyse comparative des effets d'une évolution des dépenses publiques sur les dépenses militaires, de santé et d'éducation, et enfin une analyse de régression multiple de l'impact de la part des dépenses militaires dans les dépenses publiques sur la part respective des dépenses de santé et d'éducation), est particulièrement intéressante. Dans les pays en voie de développement, les dépenses militaires concernent d'abord les dépenses de personnel et cette caractéristique réduit les possibilités pour un gouvernement d'agir brutalement sur leur niveau. Il existe donc un effet d'inertie d'autant plus fort que l'emploi est un facteur important dans la décision. La croissance des dépenses militaires s'accompagne presque toujours de dépenses importantes en capital par rapport à l'augmentation du nombre de personnes employées.

— La première hypothèse testée selon laquelle il existerait des retombées négatives est fondée sur l'idée selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée. Sur 50 pays, 20 seulement répondent à cette caractéristique. Ce qui revient à dire que de faibles dépenses militaires ne sont pas associées à de fortes dépenses en matière d'éducation et de santé.

— La vulnérabilité des dépenses militaires à une réduction des dépenses publiques n'est pas aussi faible qu'on a bien voulu le dire, malgré les effets d'inertie importants qui existent dans ce type d'activité compte tenu de la place accordée aux frais de personnels. L'analyse de Norman Hicks et Anne Kubisch² souligne que les dépenses sociales sont les moins vulnérables, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette étude, sous une forme plus désagrégée, a été reprise par Harris, Kelly et Pranowo ; elle conclut à la faible vulnérabilité relative des dépenses de santé, d'éducation et de défense (dans l'ordre), au contraire des dépenses d'infrastructure et d'aide à la production, ce qui revient à dire que le secteur militaire voit son importance par rapport au budget de l'Etat diminuer plus rapidement que les deux autres formes de dépense. Cette analyse conduit cependant les auteurs à considérer qu'il n'y a pas vraiment d'effets de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires. Cette conclusion d'Harris, Kelly et Pranowo est pourtant un peu trop rapide, car elle ne tient pas compte de la redistribution des charges de la sécurité sociale supportées par les différentes catégories sociales. En effet, les dépenses de sécurité sociale s'avèrent assez vulnérables à une réduction des dépenses de l'Etat, ce qui tend évidemment à réduire sensiblement l'objectif de bien-être de la population au bénéfice de la défense nationale.

1. HARRIS, KELLY, PRANOWO : "Trade-Offs between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries". *Journal of Peace Research*, Vol 25, n° 2, 1988.

2. HICKS Norman & KUBISCH Ann : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983. "Cutting Government Expenditure in LDC's" *Finance and Development*, Vol. 21, n° 3, 1984.

La plupart des études économétriques mettent en évidence les effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance économique à court terme des pays en voie de développement. Mais ces effets ne semblent pas décisifs, autrement dit, ils ne sont pas catastrophiques, sans être pour autant marginaux.

b) La militarisation par les industries nationales d'armement

Dans les pays de l'hémisphère Sud, sept pays sont particulièrement concernés par l'effort industriel d'armement : le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Indonésie et l'Afrique du Sud (cas cependant bien particulier) dans les pays en voie de développement, l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour les pays développés . Pour les cinq premiers pays, l'intérêt économique d'une industrie d'armement n'est pas fondamentalement différent de celui des autres pays en voie de développement, même si ces pays apparaissent parmi les Etats les mieux dotés pour satisfaire aux exigences industrielles de ce type de production. Ainsi, pour Wulf, le Brésil (2ème), l'Afrique du Sud (4ème), l'Argentine (6ème) sont capables d'assurer une production d'armement diversifiée, alors que le Chili et l'Indonésie devraient se limiter aux activités d'assemblage.

Trois motifs particuliers peuvent justifier l'essor de l'activité militaire : la sécurité nationale, l'indépendance économique et la croissance économique .

i) La production d'armes est souvent conçue comme un impératif de sécurité nationale. Les Etats peuvent maintenir les productions de matériels militaires particuliers, même si elles ne sont pas financièrement rentables. Sur un marché des armes en crise, il est probable que les importations de certaines armes ont un coût inférieur à celui des matériels similaires produits nationalement. Cependant, les impératifs de sécurité nationale sont jugés plus importants à long terme que le simple profit financier à court terme. Les pays en voie de développement de l'hémisphère Sud risquent de n'avoir que les désavantages, à savoir un échec économique et une sécurité nationale toujours aussi menacée.

ii) L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - généralement technologiquement en voie de dépassement - pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

iii) Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement :

— Elles économisent des devises rares. Les achats de matériels militaires à l'étranger grèvent lourdement la balance commerciale ; ils sont parfois à l'origine d'un déficit qui peut avoir des conséquences douloureuses par ses effets sur la spéculation, la détérioration des termes de l'échange et l'apparition d'effets cumulatifs aggravant ces déficits et les tensions inflationnistes.

— Elles exercent des effets industrialisants. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. La politique de l'import-substitution - c'est-à-dire de création d'une offre nationale correspondant à une demande interne exprimée sur des produits d'importation - peut alors être choisie pour promouvoir l'offre industrielle intérieure.

Ces deux thèses ne résistent pas vraiment à l'analyse.

— La balance commerciale n'est pas nécessairement bénéficiaire, au moins dans un premier temps, car il faut tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux (près de 30 % des prix des matériels militaires exportés de la France), de la compétitivité des prix des armes nationales par rapport à leurs homologues étrangers (sous peine de remplacer provisoirement un déficit de la balance commerciale par un déficit budgétaire ou par une redistribution des dépenses publiques), des décalages de temps (un achat à l'étranger se paie rarement comptant, au contraire des importations de composants des matériels militaires qui peuvent constituer des goulots d'étranglement inacceptables).

— L'industrie d'armement ne promet pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret militaire et de la désarticulation des économies .

Pourtant, les inconvénients de la production nationale d'armement sur le développement économique des pays du Tiers-Monde sont très importants :

— L'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique. L'exportation des armes est souvent considérée comme une activité très lucrative, bien que peu d'études spécifiques aient été réalisées sur ce point. En fait, cette fonction semble assez mal remplie depuis quelques années. En effet, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs et parfois elles n'impliquent pas toujours des transactions monétaires inverses, notamment pour les pays fortement endettés ou en voie de développement ; en outre, certains matériels sont parfois vendus moins chers à l'étranger qu'à l'armée nationale et il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange. Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par

la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence.

— En outre, il y a une inadaptation contemporaine de la technologie militaire à la technologie civile pour les effets en "tâche d'huile".

— Les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les pays en voie de développement.

3) LA MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ

Elle se manifeste par la nature du chef, ses fonctions et par l'importance sociologique et psychologique du secteur militaire dans la vie quotidienne.

a) Le chef

Une société n'est pas nécessairement militarisée parce que son chef est un militaire. Le Président Eisenhower, par exemple, s'est constamment méfié du complexe militaro-industriel américain, alors même qu'il était un général prestigieux. Cependant, les influences des militaires sur les Etats ne peuvent être mesurées seulement par le nombre de gouvernements directement contrôlés par les forces armées. Les relations entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil peuvent être très ambiguës, ce dernier n'ayant que l'apparence ou l'illusion du pouvoir. C'est ainsi que dans certains Etats, le pouvoir militaire peut être reconstitué directement par décret. Or, la sécurité nationale est un élément essentiel du développement économique. Cette conception Listienne souligne la caractéristique globale du développement qui transcende les simples considérations économiques¹.

Dans les pays de l'hémisphère Sud, les situations diffèrent grandement. Cependant, depuis le début des années 80 on assiste à une démilitarisation du pouvoir central, particulièrement évidente en Amérique Latine. Celle-ci est susceptible de se réaliser aussi bien par la réduction des pouvoirs militaires dans la société civile, par l'absence d'organisation militaire politique ou par la "civilisation" des forces armées. Dans les autres Etats, les situations sont trop différentes pour être spécifiques de l'hémisphère Sud ; elles correspondent plutôt aux clivages traditionnels pays développés/pays en voie de développement, puissances nucléaires/puissances régionales.

¹. FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". Collection Repères, La Découverte, Paris, 1984.

b) Les idées

Le militarisme charrie avec lui la hiérarchie, la discipline, le nationalisme, le patriotisme et souvent la xénophobie. Il développe l'idée du héros, de la virilité, de la violence. Il a souvent aidé à la mise en place de législations sociales et industrielles répressives, l'armée exerçant aussi un rôle de police intérieure.

Au moment de l'indépendance, la plupart des autorités civiles ont échoué dans leurs efforts de développement. Le recours à l'armée n'a pas non plus été synonyme de réussite, notamment dans la recherche d'austérité financière. La tradition du service public n'existe pas dans les pays en voie de développement et encore moins dans la plupart des pays de l'hémisphère Sud non développé. Les coups d'Etat, la corruption et l'inefficacité économique n'ont pas été le fait des seuls militaires. Dans ces conditions, le militarisme apparaît avec le système des Etats. La place sociale du militaire est importante. L'armée est souvent le symbole de l'unité nationale, même si sa place dans le complexe militaro-industriel est centrale. C'est au nom de la compétence en matière de défense des intérêts fondamentaux de la nation que le militaire détient son pouvoir. C'est pourquoi les sociétés de conscription apparaissent moins productives de militarisme. Dans certains pays en voie de développement l'armée peut favoriser le développement économique et elle peut protéger les populations contre le pillage. Le militarisme naît des conflits d'intérêt. Le militarisme c'est aussi la croyance en la violence, en la force. Le pouvoir contractuel est aussi un facteur de militarisation. Les mentalités et les comportements ne se décrètent pas.

Pour maints Etats, les forces armées n'ont parfois joué qu'une fonction de répression intérieure. C'est le cas du Chili et de l'Argentine. Pour de nombreux spécialistes, les dépenses militaires sont dépendantes de l'influence des conflits externes et internationaux, de la grandeur des ressources nationales disponibles, de l'importance de l'effet d'inertie du budget de l'Etat, des pressions bureaucratiques, de l'influence sociale des militaires (intérêt corporatif, gains personnels, coups et régimes militaires), du rôle des puissances mondiales ou régionales (colonialisme ou néo-colonialisme, intervention directe, assistance militaire, ventes d'armes) et de la perception de la sécurité nationale. L'armée n'est pas concernée seulement par ses tâches militaires, elle est aussi directement impliquée dans la vie sociale et dominée par des idéaux. Il est fréquent que les militaires soient plus concernés par la politique intérieure que par la défense d'un pays faiblement menacé. Cela a été le cas de presque tous les pays d'Amérique Latine, alors que les autres Etats de l'hémisphère Sud, même s'ils ont souvent été influencés par le *lobby* militaire, n'ont pas les mêmes caractéristiques de la militarisation de la vie politique. Pour l'Afrique du Sud, le lobby militaire est très puissant, mais il est contrôlé et sa tâche est de servir d'abord le gouvernement ; il s'agit de l'empêcher de prendre un pouvoir que lui contesteraient probablement les forces de police. Pour l'Australie, la fonction militaire semble être nettement valorisée par l'importance des salaires, mais la menace externe étant jugée faible, l'armée ne représente pas vraiment un recours. C'est ce qui explique aussi probablement l'attitude "pacifiste et anti-

nucléaire" de la Nouvelle-Zélande, qui ne désire pas que l'hémisphère Sud devienne un enjeu pour les grandes puissances.

c) Utilisation internationale de la force militaire

La colonisation, sous-produit de la militarisation, est souvent considérée comme la raison essentielle du sous-développement car elle conduit notamment à :

- l'extension des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières,
- l'exploitation minière,
- la dégradation des termes de l'échange,
- la construction de voies de communications spécialisées tournées vers la métropole,
- la destruction des artisanats locaux par la concurrence des produits manufacturés et
- la mise en place de frontières nationales aberrantes.

Au fond, l'économie de ces pays a été mise en totale dépendance des pays développés. Les pays occidentaux doivent donc réparer et la plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International¹. Pourtant des pays qui n'ont pas été colonisés sur une longue période sont en situation de sous-développement (Ethiopie, Turquie, Thaïlande, Chine) alors que d'anciennes colonies se sont développées (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Les pays d'Amérique Latine dont les indépendances remontent à plus d'un siècle et demi n'ont pas connu de développement économique comparable à celui des pays développés. En tout cas deux mythes peuvent être rejetés, celui du rôle important des débouchés coloniaux pour les industries occidentales, et celui du développement occidental fondé sur les matières premières originaires du Tiers-Monde, même si, à une certaine époque, ces relations ont pu exercer des effets favorables pour les pays du Nord au détriment des pays du Sud. La colonisation est à la fois incontestablement responsable du sous-développement de certaines régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalité politique, exploitation économique) et bouc-émissaire pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers-Monde².

L'usage international de la force est le mode normal de développement et de l'action du militarisme. Le militarisme c'est aussi le *build-up* américain, ou l'arme économique. L'économie est devenue une occasion et un moyen pour faire la guerre. L'insécurité n'est pas assurée simplement par la course aux armements, elle est dépendante des inégalités, des dominations. La question est de savoir si la guerre ou les conflits sont des phénomènes discrets ou continus. Le monde contemporain de coexistence de deux systèmes économiques de nature antagoniste semble plutôt

1. FONTANEL Jacques : "Les organisations économiques internationales". Masson, Paris, 1981.

2. FONTANEL Jacques : "L'armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde". Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, 1989.

accréditer l'idée d'un conflit continu, de la paix armée à la menace de guerre nucléaire en passant par les guerres locales ou les mesures économiques de rétorsion. L'économie elle-même apparaît souvent comme une arme, à travers les embargos, le protectionnisme ou le potentiel économique consacré à la puissance de la nation. Il est en effet impossible, sur une longue période, de créer les conditions de la sécurité nationale sans une économie forte, à la fois pour rendre acceptable à la population l'effort d'armement et pour se doter des vecteurs militaires ou civils adéquats pour résoudre à son profit un conflit éventuel. Dans ces conditions, les pays du Tiers-Monde sont très défavorisés par leur faible capacité de défense.

En situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale. En situation de paix, si les militaires répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques ou limités par elles, ils sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain et évidemment, celui-ci dépend des tensions internationales. Cependant, la constitution de la puissance militaire n'a pas simplement pour objectif de se défendre, car si tous les Etats ne souhaitaient que se défendre, alors quel serait l'agresseur ? La puissance économique et militaire fournit des avantages certains à ceux qui en bénéficient, notamment dans le domaine des négociations commerciales. L'économie contemporaine est un champ de guerre, et une réduction des dépenses militaires peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. Le militarisme participe activement à la répartition nationale et internationale des richesses. Autrement dit, une réduction des dépenses militaires ou un désarmement n'ont pas seulement pour incidence éventuelle l'amélioration des résultats macroéconomiques des pays concernés, ils modifient aussi la répartition des avantages de la croissance, ils redistribuent partiellement les cartes de compétitivité internationale et donc ils transforment certains équilibres fragiles, avec les tensions parfois insupportables que supposent les périodes de mutation.

Pour la Charte des Nations Unies, la démilitarisation implique le respect de l'égalité souveraine de ses Etats membres, la prohibition de l'usage ou de la menace de la force contre l'intégrité territoriale des Etats, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières, la renonciation de toute action à l'encontre de l'indépendance et de l'unité nationale, la non-intervention dans les affaires internes des autres Etats et la non-assistance au terrorisme. Ces principes pourraient être respectés par des échanges systématiques d'informations militaires, la publication des dépenses militaires, le retrait des troupes des zones frontalières, l'établissement de systèmes de communication rapides et directs entre les autorités civiles et militaires.

*Professeur Jacques FONTANEL
Université des Sciences Sociales
Grenoble*

BIBLIOGRAPHIE

- BALL Nicole : "Security and Economy in the Third World". Princeton University Press, Princeton 1988.
- BENOIT Emile : "Growth and Defence in Developing Countries". Economic Development and Cultural Change, N° 2, Janvier 1978.
- DEGER Saadet : "Military Expenditure in Third World Countries. The Economic Effects". Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986.
- DEGER Saadet & SEN Somnath : "Defence, Entitlement and Development", in Deger and West "Defence, Security and Development". Frances Pinter (Publishers), London, 1987.
- DRUMOND-SARAIVA José : "L'industrie d'armement brésilienne". Projet de thèse, Université de Grenoble, à paraître en 1990.
- FONTANEL Jacques : "Les organisations économiques internationales". Masson, Paris, 1981.
- FONTANEL Jacques : "Le militarisme dans la société occidentale". Non Violence Politique, Juillet-Août 1983.
- FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". Collection Repères, Edition La Découverte, Paris, 1984.
- FONTANEL Jacques & SMITH Ronald : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Revue trimestrielle de recherche et d'études stratégiques, Fondation pour les études de défense nationale, n° 4, 1985.
- FONTANEL Jacques et DRUMOND-SARAIVA José : "Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde". Etudes Polémologiques, n° 40, Institut de Polémologie, 4ème trimestre, Paris, 1986.
- FONTANEL Jacques : "L'armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde". Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, 1989.
- FONTANEL Jacques : "The Economic Effects of Military Expenditure in Third World Countries". Journal of Peace Research, à paraître, 1990.
- FONTANEL Jacques & Frank FEUILHADE : "Rapport sur les essais nucléaires en Polynésie". International Physicians for the Prevention of Nuclear War, in Médecine et Guerre Nucléaire, fin 1990.
- FONTANEL Jacques & Louis PILANDON : "An Empirical Analysis of French Arms Exports. What Consequences of the Crisis ?". Conference, Hambourg, Juin 1990, à paraître.
- FONTANEL Jacques & SMITH Ron : "Le secteur de la défense britannique". Economie et Humanisme, à paraître, 1990.
- GOLDBLAT Jozef : "Demilitarization in the Developing World". Journal of Peace Research, Vol. 24, n° 1, 1987.
- HARRIS, KELLY, PRANOWO : "Trade-Offs between Defence and Education/Health Expenditures in Developing countries". Journal of Peace Research, Vol 25, n° 2, 1988.

- HICKS Norman & KUBISCH Ann : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983. "Cutting Government Expenditure in LDC's" Finance and Development, Vol. 21, n° 3, 1984.
- KALDOR M. : "The Baroque Arsenal". Hill & Wang, 1981.
- KWABENA GYIMAH-BREMPPONG : "Defense Spending and Economic Growth in Sub-Saharan Africa : an Econometric Investigation". Journal of Peace Research, n° 1 - 1989.
- LOONEY Robert : "Third World Military Expenditure and Arms Production". Mac Millan Press, Hampshire and London, 1988.
- LOONEY Robert : "Internal and External Factors in Effecting Third World Military Expenditure". Journal of Peace Research, Vol. 26, n° 1, February 1989.
- PEARSON Frederic : "The Corrolates of Arms Importation". Journal of Peace Research, Vol 26, n° 2, 1989.
- SMITH R.P. : "Aspects of Militarism". Capital and Class, Spring, 1983.
- SEN Amartya : " Public Action and the Quality of Life in Developing Countries". Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 43, pp.287-319, 1981.
- SEN Amartya : "Poverty and Famines". Clarendon Press, Oxford, 1981.
- SMITH, HUMM & FONTANEL : "The Economics of Exporting Arms". Journal of Peace Research, Vol. 2, n° 3; 1985.
- WHYNES David : "The Economics of Third World Military Expenditure". Mac Millan, London, 1979.
- WULF Herbert : "Developing Countries" in The Structure of the Defense Industry" ed. Nicole Ball and Milton Lietenberg, Croom Helm, London, 1983.